

Programme Introduction à l'économie

Chapitre 1. Objet et méthodes de la science économique

Chapitre 2. Les agents économiques et les activités économiques

Chapitre 3. Les Systèmes économiques

Chapitre 4. Les problèmes économiques et les politiques économiques

Chapitre 5. Les institutions économiques internationales et les blocs économiques régionaux

Chapitre 1.
**Objet et méthodes de la science
économique**

Section 1 : Objet de la science économique

1. Etymologie (Origine) du mot « ÉCONOMIE »

Le mot « économie » vient du grec « **oikonomos** » : oikos : Maison, et nomos : règles ou lois. Il signifierait donc, dans un premier temps « les lois de la maison » ou « l'ensemble des règles de la gestion des affaires domestiques ».

Le terme « *économie politique* », apparu à la fin du 18^{ème} siècle (école classique) marque le passage du domaine de l'économie de la maison à la « *nation* » (économie nationale).

Vers la fin du 19^{ème} siècle, l'introduction des mathématiques dans l'économie (approche microéconomique de l'école néoclassique) marque le passage de l'économie politique à « *la science économique* ».

De nos jours, l'économie désigne à la fois un ensemble *d'activités* humaines et une *science des comportements* humains.

En tant que **domaine d'activités**, l'économie représente toutes les activités humaines qui portent sur des *biens économiques*: production, investissement, échange, consommation, etc.

2.L'économie en tant que science: Définition:

Deux (02) principales conceptions:

- ✓ L'économie est une **science de la richesse**:
« l'économie politique renseigne comment se forment et se consomment les richesses qui satisfont aux besoins des sociétés » **J.B Say**
- ✓ L'économie est une **science de la rareté et des choix efficaces**: *« L'économie est la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usage alternatif »*, **Lionel Robbins**
- « L'économie est la théorie du choix »*, **Douglass North**

Synthèse:

« L'économie est la science qui étudie comment les ressources rares sont employées pour la satisfaction des besoins des hommes vivant en société ; elle s'intéresse, d'une part, aux opérations essentielles que soient la production, la distribution et la consommation des biens et, d'autre part, aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations ». **E, Malinvaud**

3. le constat de départ en science économique

Les hommes éprouvent des *besoins illimités*, mais les *ressources* disponibles pour produire les biens nécessaires à la satisfaction de ces besoins sont *limités* (rares). Il convient donc de faire des choix pour déterminer la nature et la quantité de biens à produire.

4. L'économie comme une science des choix efficaces (allocation optimale des ressources):

Puisque les ressources sont rares et les besoins sont illimités, l'allocation des ressources devient un problème: comment satisfaire le maximum de besoins avec le peu de ressources disponibles et ainsi éviter le *gaspillage*? Une *allocation* est *optimale* (ou un choix est efficace) lorsqu'elle permet de *tirer le maximum de satisfaction avec un minimum de coûts (de ressources)*.

5. Objet de la science économique

Deux (02) principaux types d'objets intéressent la science économique:

- ✓ **les comportements économiques de l'homme:** les *choix* individuels et collectifs en matière de consommation, d'investissement, de production, etc., pour en *comprendre* les motivations, les conséquences, etc.
- ✓ **les phénomènes économiques:** le marché, la croissance, le chômage, les crises économiques, etc. pour en comprendre les mécanismes, les déterminants, etc.

6. Les besoins et les biens économiques

6.1. Notion de « besoin économique» :

Un besoin est une *sensation de manque ou d'insatisfaction*. On considère que les besoins de l'homme sont illimités, car ils sont *variés, évolutifs, récurrents* (répétitifs).

On distingue plusieurs typologies de besoins:

- ✓ **Besoin primaire** (physiologiques ou de première nécessité): nourriture, habillement, hébergement, etc.
/ et **Besoin secondaires** (sociaux) : études, tourisme, sécurité, etc.
- ✓ **Besoins individuels**, ressentis par un individu et satisfaits par des biens privés / et **Besoins collectifs**, ressentis par un groupe d'individus et satisfaits par des biens publics.
- ✓ **Besoin Matériel / Besoin immatériel**

6.2. La notion de « bien économique »

Un bien est toute *source* pouvant satisfaire un besoin. On distingue 2 types de biens:

✓ **Biens naturels (biens libres)** : Produits de la nature et non d'une activité humaine: l'eau, l'air, la lumière du soleil; ils sont théoriquement gratuit et disponibles en quantité illimitée.

- ✓ **Biens économiques** : Un bien économique est à la fois:
 - **Utile** (il a une valeur d'usage) : capable de satisfaire un besoin individuel ou collectif;
 - **Rare** : disponible en quantité limitée, dans le marché;
 - **Échangeable** (il a une valeur d'échange): disponible dans le marché moyennant un prix.

On distingue plusieurs typologies de Biens économiques:

- ✓ **Bien matériel** (les machines, matière première, etc.) / et **Bien immatériel** : (services, comme l'internet, transport, etc.)
- ✓ **Bien final** (produit fini) / **Bien intermédiaire** (produit demi fini) / et **Bien primaire** (matière première)

- ✓ **Biens complémentaires** (les biens qui se complètent, comme : voiture/carburant) / et **Biens substituables** (les biens qui se remplacent comme : transport par train/transport par voiture).
- ✓ **Bien durable** dont l'usage s'étale dans le long terme (logement) / et **Bien non-durable** dont l'usage est limité à court terme (papier, stylos).
- ✓ **Bien privé** (véhicule personnel) / **Bien public** (autoroute)

7. Le problème économique et ses solutions selon l'optique capitaliste, socialiste et islamique

7.1. l'optique capitaliste: le problème économique est *la rareté des ressources*. La solution consiste à « *faire des choix* » sur les besoins à satisfaire avec une « *allocation optimale des ressources* » (utilisation des méthodes qui minimisent le gaspillage des ressources).

7.2. l'optique socialiste: le problème économique tient à la contradiction entre la *forme de production* et les *rapports de distribution de la richesse*. La solution consiste en la ***planification centralisée*** de la production (*socialisation des moyens de production*) et de la *distribution de la richesse* (*distribution égalitaire*).

7.3. l'optique islamique: le problème économique tient à *l'injustice et l'ingratitude de l'homme* (utilisation incorrecte des ressources, distribution injuste de la richesse, gaspillage,). La solution consiste en *l'utilisation correcte* des ressources et en la *solidarité sociale*.

- "وَضَرَبَ اللَّهُ مَثَلًا قَرْيَةً كَانَتْ آمِنَةً مُطْمَئِنَّةً يَأْتِيهَا رِزْقُهَا رَغَدًا مِنْ كُلِّ مَكَانٍ فَكَفَرَتْ بِأَنْعَمِ اللَّهِ فَأَذَاقَهَا اللَّهُ لِبَاسَ الْجُوعِ وَالْخَوْفِ بِمَا كَانُوا يَصْنَعُونَ" .

- "وَإِنْ مِنْ شَيْءٍ إِلَّا عِنْدَنَا خَزَائِنُهُ وَمَا نُنزِّلُهُ إِلَّا بِقَدَرٍ مَعْلُومٍ"

- "لَقَدْ كَانَ لِسَبَإٍ فِي مَسْكَنِهِمْ آيَةٌ جَنَّتَانِ عَنْ يَمِينٍ وَشِمَالٍ كُلُوا مِنْ رِزْقِ رَبِّكُمْ وَاشْكُرُوا لَهُ بَلَدَةٌ طَيِّبَةٌ وَرَبِّ غَفُورٍ. فَاعْرَضُوا فَأَرْسَلْنَا عَلَيْهِمْ سَيْلَ الْعَرِمِ وَبَدَّلْنَاهُمْ بِجَنَّتَيْهِمْ جَنَّتَيْنِ ذَوَاتِي أُكُلٍ خَمْطٍ وَأَثَلٍ وَشَيْءٍ مِّنْ سِدْرٍ قَلِيلٍ.

Section 2. Les méthodes de la science économique :

1. **Raisonnement:** il existe 2 types de raisonnement économique:

- ✓ **L'induction (raisonnement inductif):** c'est « aller *du particulier au général* »: étudier un cas particulier pour en tirer une hypothèse, une loi, une idée générale. Ou, *Partir des faits* pour arriver à l'hypothèse et à la loi: Observation, analyse, interprétation, généralisation.
- ✓ **La déduction (raisonnement déductif):** c'est « aller du *général au particulier* »: déduire une idée particulière à partir d'une idée générale. Ou, confronter une idée établie (théorie) aux faits de la réalité à l'aide des *statistique*.

2. Approches (niveaux d'analyse): il en existe trois (03):

- ✓ **Approche microéconomique** : c'est s'intéresser aux comportements individuels des agents (producteur et consommateur) ou des phénomènes économiques. L'unité d'analyse est donc *l'individu*.
- ✓ **Approche macroéconomique:** c'est s'intéresser aux comportements collectifs des agents ou des phénomènes économiques. l'unité d'analyse est donc *l'économie nationale*.
- ✓ **Approche mésoéconomique:** niveau intermédiaire entre la micro et la macro: c'est s'intéresser aux comportements d'un groupe particulier d'agents. L'unité d'analyse est un *secteur d'activité* (industrie, commerce, etc.)

3. Démarche (Types d'Analyse). Il existe 2 types:

- ✓ Analyse positive : elle consiste à *expliquer et comprendre* la réalité. Elles se pose la question du *pourquoi* les choses *sont ce qu'elles sont*.
- ✓ Analyse normative : elles consiste à *faire des propositions* en prenant des jugements de valeur sur ce qui est bien de ce qui est mal. Elle se pose la question de *comment* les choses *devraient être*.

4. Les étapes de la méthode de la science économique

- ✓ **Observation** (de la réalité: des faits, statistiques);
- ✓ **Les hypothèses** (proposer des réponses à vérifier sur le fait observé);
- ✓ **L'abstraction** (représenter les relations économiques sous formes de variables et d'équations);
- ✓ **Vérification des hypothèses** (comparer les réponses proposées aux résultats obtenus de l'analyse des données); *si* les résultats obtenus *infirment les hypothèses*, on *refait* la démarche! Sinon, on continue;
- ✓ **Formulation de la loi (théorie)** (donner l'expression formelle /mathématique des relations économiques affirmées);
- ✓ **Vérification de la loi** (confronter la loi aux faits).

❖ **Modèles économiques:** Un modèle économique est une *représentation simplifiée* de la réalité économique (des relations économiques entre un ensemble d'agents ou de phénomènes économiques).

On distingue 2 types de modèles économiques:

✓ **Modèles théoriques:** ils visent à tirer des *lois vérifiables* sur le terrain;

✓ **Modèles empiriques:** ils visent à *vérifier les lois* établies par les modèles théoriques.

Exemple: modèle empirique (fonction) de production Cobb-Douglas:

$Y = F(K, AL)$ où: Y: volume de production, K: volume du facteur de production « Capital », L: volume du facteur de production « Travail », A: technologie disponible

Chapitre 2.

Les Agents et Activités économiques

1. Les Agents économiques

1.1. Définition

Un agent économique est une *personne* physique ou morale prenant des *décisions d'ordre économique*.

Ou, c'est une *unité de décision autonome* en matière *économique*.

En comptabilité nationale, il est défini comme une *unité institutionnelle* exerçant une fonction *économique*.

1.2. Caractéristiques

- ✓ Il participe de façon spécialisée à l'activité économique : en produisant, en consommant, etc ;
- ✓ Il dispose de revenus : salaire des ménages, profit des entreprises, etc ;
- ✓ Il prend des décisions sur la base de calculs économiques.
- ✓ Le lieu de rencontre des agents économiques est le marché

1.3. Types d'agents économiques

Les agents économiques sont regroupés en cinq (5) catégories appelées « secteurs institutionnels »:

1.3.1. Les entreprises (Sociétés et Quasi-Sociétés non financières) : ce sont les entreprises publiques et privées (de plus de 10 salariés en Algérie) dont la fonction principale est la production de biens et de services marchands non financiers et dont les ressources proviennent de leurs ventes;

1.3.2. Ménages et Entreprises Individuelles (MEI) : ce secteur institutionnel se compose de deux sous secteurs :

- ✓ **Les ménages** qui ont pour fonction la *consommation* et dont les ressources principales proviennent de la rémunération de leur travail (*salaire*);
- ✓ **Les Entreprises Individuelles (EI).** Ce sont les entreprises privées (de moins de 10 salariés en Algérie) ne disposant pas de comptabilité complète (elle tiennent une comptabilité simplifiée). Leur fonction principale est la production de biens et de services *marchands non financiers* et leurs principales ressources proviennent de leurs *ventes* des biens *ou des services fournis*.

1.3.3. Les Administrations Publiques (AP) : ce secteur regroupe l'administration centrale (ministères, APN, etc.), les collectivités locales (mairies, wilaya, etc.), les organismes de la sécurité sociale (CNAS, CASNOS), les établissements publics (hôpital, université, etc.). Leur fonction est la production des services non marchands à la collectivité et la redistribution des revenus, leurs ressources sont constituées des prélèvements obligatoires des autres secteurs (impôts, taxes, cotisations sociales, etc).

1.3.4. Les Institutions Financières (IF) : elles se composent de deux sous secteurs :

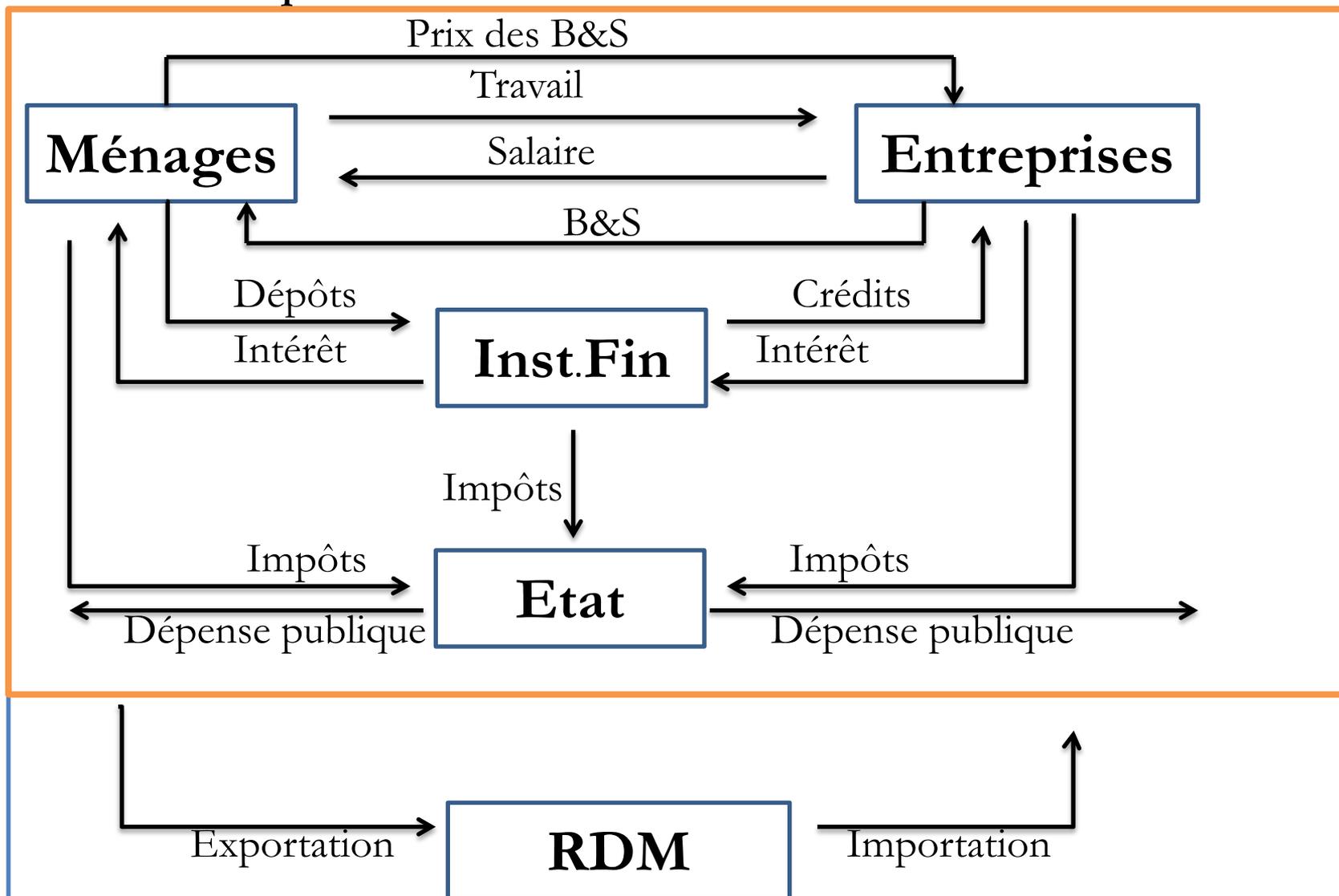
- ✓ **Les Banques** (Banque centrale, BADR, etc.) dont la fonction principale est le financement de l'économie (prêts, crédits) et dont les ressources proviennent des dépôts, intérêts et commissions bancaires;
- ✓ **Les Entreprises d'Assurances** (SAA, CAAR, etc.) dont la fonction est la couverture des risques et dont les ressources proviennent des primes d'assurance ;

1.3.5. Reste du Monde (l'extérieur). C'est l'ensemble des unités non résidentes. Il représente les opérations réalisées avec les unités résidentes (import/export, transfert de capitaux, etc.).

2. Le circuit économique: c'est une représentation schématique simplifiée des mécanismes fondamentaux du fonctionnement d'une économie. Il permet de décrire les relations essentielles entre agents économiques.

Ces relations sont exprimées par des flux qui sont de deux types: flux réels et flux monétaires. Les flux monétaires représentent la contrepartie des flux réels. Par exemple, le salaire versé par une entreprise à un ménage représente la contrepartie du travail fourni à l'entreprise par le ménage.

Circuit économique d'ensemble d'une économie ouverte



3. Les opérations économiques: On distingue 3 catégories:

3.1. Les opérations sur biens et services: Elles décrivent *l'origine* des biens et services disponibles sur le marché national (*Production et Importations*) et les *utilisations* qui en sont faites (*consommation, investissement, exportation.*)

3.2. Les opérations de répartition : elles décrivent la *formation* et *l'affectation du revenu* des agents économiques (Rémunération des salariés, Taxes et Impôts, Subventions d'exploitation, Revenus de la propriété et de l'entreprise, Opérations d'assurances, Transfert en capital, etc.)

3.3. Les opérations financières: elles correspondent à la création, la collecte et la mise en œuvre des moyens de paiement et de financement. On distingue:

- ✓ **Les instruments de paiement** (pièces, billets et dépôt à vue).
- ✓ **Les instruments de placement** (dépôts à terme, bons de trésor, obligations, actions, etc).
- ✓ **Les instruments de financement** (crédits à court terme et crédits à moyen et long terme, etc.)

4. Les activités économiques.

Il y a 6 principales activités: l'investissement, la production, la consommation, l'épargne, la répartition du revenu, l'échange

4.1. La production: c'est la *création* de biens et services à partir d'une combinaison de *facteurs de production*. On distingue :

✓ **La production marchande** : biens et services payants (échangée en contre partie d'un prix qui couvre au moins les coûts de production).

✓ **La production non marchande** : services offerts gratuitement ou quasi-gratuitement par les Administrations publiques (enseignement, santé, etc.)

■ **Les facteurs de production.** On en distingue 3 catégories:

- ✓ Le travail: la main d'œuvre
- ✓ La matière première: 2 types: matière première brute (matière à son état naturel) et matière demi brute (matière ayant subi certaine transformation)
- ✓ Le capital: 3 types: capital physique (machines, terrains, etc.), capital immatériel ou incorporel (brevets, logiciels, etc.), et capital financier (actifs financiers-fonds propres, prêts, etc.)

■ **Production/ Richesse.** La production vise la création de richesse. Au niveau de l'entreprise, la richesse est mesurée par « *la valeur ajoutée* » (VA) = production brute moins la consommation intermédiaire.

Au niveau de la *nation*, la richesse est mesurée par « *le produit intérieur brut* » (PIB)=la somme des VA créées par les agents économiques résidents.

L'évolution du PIB (le taux de PIB entre deux années) renseigne sur la croissance économique: si le PIB de l'année T est supérieur au PIB de l'année T-1, il y a croissance économique, sinon il y a, soit stagnation soit décroissance (crise, récession,...)

4.2. La Consommation: elle désigne l'utilisation d'un bien ou d'un service qui entraîne à terme sa destruction. On en distingue 2 types:

- ✓ **La consommation finale (CF):** c'est l'utilisation d'un bien ou d'un service pour la satisfaction directe des besoins humains. Elle est essentiellement une fonction des ménages.
- ✓ **La consommation intermédiaire (CI):** c'est l'utilisation d'un bien ou d'un service pour produire un nouveau bien ou service. La consommation intermédiaire s'opère dans un processus de production, elle est donc une fonction des entreprises.

4.3. L'investissement: Investir c'est engager du capital dans un processus de production. On distingue :

- ✓ **Investissement matériel** (corporel): c'est l'acquisition de machines, équipements, terrains, etc.
- ✓ **Investissement immatériel** (incorporel): il correspond aux dépenses de recherche et développement (R&D), de formation, de publicité, d'acquisition de logiciels, etc.

On distingue aussi:

- ✓ **Investissement de remplacement** (de renouvellement): c'est l'acquisition des biens de production nouveaux pour remplacer les biens obsolètes.
- ✓ **Investissement de capacité** (d'extension): c'est l'acquisition des biens de production supplémentaires pour accroître la capacité de production de l'entreprise.

▪ **Déterminants de l'investissement**

- ✓ La demande anticipée
- ✓ La profitabilité
- ✓ La capacité financière
- ✓ Le coût des facteurs de production

4.4. L'Épargne: c'est la partie non consommée du revenu; ou c'est renoncer à la satisfaction immédiate d'un besoin pour une satisfaction future. On distingue 3 types d'épargne:

- ✓ **Épargne non financière:** acquisition de biens immobiliers (logement, terrain, etc.)
- ✓ **Épargne financière:** 2 types:
 - ***Placements financiers:*** achat d'actifs financiers (action, obligation, comptes bancaires rémunérés, etc.)
 - ***Épargne liquide:*** dépôts bancaires à vue et billets et pièces détenues chez soi (thésaurisation).

- **Raisons de l'épargne**
- ✓ **Précaution:** se prémunir contre d'éventuels besoins
- ✓ **Constitution d'un patrimoine** (acquisition d'un logement, de véhicule...)
- ✓ **Spéculation :** acquérir un actif en espérant le revendre si le prix augmente

4.5. La distribution: c'est l'affectation (répartition) du revenu (de richesse) entre agents économiques. On distingue 2 types:

- ✓ **La Distribution (répartition primaire)** : c'est la répartition de la valeur ajoutée (VA) entre les agents, c'est-à-dire la rémunération des facteurs de production pour leur participation à la production (salaire, bénéfice, intérêt, loyer, impôt, etc.).
- ✓ **La Redistribution (répartition secondaire)** : c'est des transferts réalisés par *l'Etat* pour *réduire les inégalités sociales*; (allocation chômage, aides, subventions...).

4.6. L'échange: c'est l'activité qui permet aux agents économiques de se procurer les biens et services dont ils ont besoin.

L'échange se réalise sur le *marché*, qui est le lieu de rencontre entre offreurs et demandeurs. La *confrontation* entre *offre* et *demande* détermine le *prix* d'échange (dans un marché concurrentiel, ce prix est appelé: prix d'équilibre) .

✓ *Selon la taille du marché*, on distingue: marché local, marché national, marché international.

✓ *Selon le degré de concurrence*, on distingue: marché concurrentiel (beaucoup d'offreurs), monopolistique (un seul offreur), oligopolistique (quelque offreurs)

Selon la nature du bien échangé, on distingue: marché des biens et services, marché de travail, marché de capitaux, marché de change (de monnaies ou de devises):

Marchés	Biens & Services	Travail	Capitaux	Monétaire (Change)
Prix	Prix (de vente)	Salaire	Taux d'intérêt	Taux de change
Offreur	Entreprises (Production)	Ménages	Bailleur de capitaux	Banques
Demandeur	Ménages (consommation)	Entreprises	Demandeurs de Capitaux	Ménages et Entreprises

L'échange peut être *direct* (le *Troc*: marchandise contre marchandise) ou *indirect* (par l'intermédiaire de la *monnaie*).

➤ **La Monnaie:** c'est un actif accepté par tous les agents d'une économie.

La première forme de la monnaie s'appelle « *monnaie marchandise* » (apparue avant l'antiquité): une marchandise (comme le Sel ou l'Or,...) est choisie pour *mesurer les valeurs* des autres marchandise. La deuxième forme s'appelle « *monnaie métallique* » ou « *monnaie en pièces frappées* » (apparue dans la Grèce antique entre 610 et 560 ans avant J.C); des pièces en métaux précieux (Or et Argent surtout). La troisième forme s'appelle « *monnaie scripturale* » (apparue au moyen âge) sous forme de chèque, Lettre de change, Billets à Ordre,...).

La quatrième forme s'appelle « *monnaie fiduciaire* » ou « *monnaie banque centrale* » (apparue vers le 15^{ème} siècle). Elle correspond aux « billets et pièces monétaires ». Une cinquième forme est dite « *monnaie électronique* » (carte de paiement interbancaire). Depuis quelques années une nouvelle forme est apparue: la *crypto-monnaie* (comme le Bitcoin).

La monnaie remplit **trois fonction** (rôles):

- ✓ Un *moyen de paiement* (ou intermédiaire d'échange).
- ✓ Un *instrument de mesure de valeur* (étalon-valeur): elle définit les valeurs des biens et services.
- ✓ Un moyen *de réserve de valeur* (ou de pouvoir d'achat).

Chapitre 3.

Les systèmes économiques

Définition:

Un système économique est un « *ensemble interdépendant d'institutions (propriété, régulation, coordination, etc.) encadrant les activités et les comportements économiques dans l'espace national* ».

Ou: *c'est une ensemble de règles qui définissent les rapports économiques de la production et de la distribution de la richesse entre agents économiques.*

Depuis le début du 20^{ème} siècle, il existe deux systèmes antagonistes : le système capitaliste et le système socialiste.

1. Le système capitaliste

Un capitaliste est tout *détenteur de capital* (moyen de production). Le système capitaliste est alors un système économique *qui prône l'accumulation (développement) de capital*.

1.1. Les principes (caractéristiques ou fondements):

- ✓ **Droit de propriété (Propriété privée des moyens de production):** tout individu peut posséder des biens de production (créer sa propre entreprise).
- ✓ **Liberté économique:** tout individu est libre dans ses choix de consommation, d'investissement, de production (liberté d'entreprise), d'échange (vendre, stocker, spéculer),
- ✓ **Le marché:** les prix sont déterminés par le marché selon le rapport entre l'offre et la demande,

- ✓ **L'intérêt individuel:** chaque individu agit selon son seul propre intérêt,
- ✓ **Rôle limité de l'Etat** qui doit protéger les droits des citoyens et assurer les conditions du bon fonctionnement des marchés.

1.2. Origine et formes du système capitaliste

Les origines du capitalismes remontent au moins à la fin du moyen âge où des pratiques telles que le salariat et la propriété privée étaient observées.

Depuis, le capitalisme a pris 3 formes: capitalisme commercial (fin moyen âge), capitalisme industriel (19^e siècle) et capitalisme financier (20^e siècle).

1.3. Les critiques du système capitaliste

- ✓ *L'exploitation*: le capitalisme autorise aux capitalistes de s'approprier de la plus-value des employés.
- ✓ *Les inégalités sociales*: le capitalisme favorise la division de la société en deux classes distinctes: les riches et les pauvres.
- ✓ *L'opportunisme et l'égoïsme* qui détruisent la solidarité et les liens sociaux
- ✓ *L'impérialisme*: le capitalisme favorise l'hégémonie des puissances économiques sur les économies faibles

2. Le système socialistes

Né en Russie, en 1917, ce système prône des valeurs opposées à celles du capitalisme. Il est associé à la gestion de l'économie par l'État

2.1. Principes:

- ✓ **La propriété collective:** les moyens de production appartiennent à toute la société; l'exploitation de ces moyens est assurée par l'entreprise publique.
- ✓ **Le plan:** c'est l'Etat (administration publique) qui détermine les prix, la production, les revenus,... à l'aide de plans. C'est l'Etat qui fixe les plans.
- ✓ **L'intérêt général:** satisfaire les besoins collectifs de la société.
- ✓ **Équité sociale:** l'accès aux ressources est garanti équitablement pour tous.

2.2. Origines et évolution

Né en Russie, en 1917 (révolution bolshevique), adopté par beaucoup de pays décolonisés à partir de la fin de la 2^e guerre mondiale et abandonné à partir de la fin de 1980. Il se réfère à la pensée de K. Marx (19^e Siècle) (socialisme scientifique), lui-même inspiré par la pensée de Hegel, De Sismendi,...(18^e Siècle) (socialisme utopique).

2 grands modèles:

- ✓ **Modèle centralisé** (ex-Urss, certains pays de l'Europe de l'est, l'Algérie avant 1990,...) : planification centralisée, rapports économiques administrés, planification de tous les secteurs, concurrence inexistante, monopole du change et du commerce extérieur

✓ **Modèle décentralisé** (l'Indonésie, Chili...): rapports économiques déterminés par le marché (prix) ; les plans de l'Etat limités à la détermination des rapports structurels du développement économique ; autonomie de gestion des entreprises publiques ; le monopole limité de change et du commerce extérieur

2.3. Limites (critiques) du socialisme

Manque de dynamique économique (manque d'innovation, de productivité,...)

Manque de libertés individuelles (liberté d'entreprise, d'échange, de consommation,...)

3. Comparaison des deux systèmes.

La différence entre les deux systèmes tient aux principes (fondements) de chacun. Par exemple, alors que le capitalisme fonctionne selon le principe de la propriété privée des moyen de production, le socialisme, par contre fonctionne selon le principe de la propriété collective.

Depuis la fin des années 1980, la majorité des pays socialistes abandonnent le socialisme et adoptent le capitalisme.

Par ailleurs, depuis la fin de la 2^e guerre mondiale, les pays capitalistes introduisent (dans leur systèmes capitalistes) des pratiques socialistes dans le cadre de « l'Etat-Providence » (investissements publics, transferts sociaux, etc.).

Principales différences entre Capitalisme et socialisme

Aspect	Capitalisme	Socialisme
Propriété des moyens de production	Privée	Collective
Mécanisme de régulation	Marché	État
Facteur principal production	Capital	Travail
Répartition de la richesse	Système méritocratique (selon le mérite de chacun)	Système égalitaire
Défense des intérêts	Individuel	Collectif
objectif	Maximisation des avantages économiques	Maximisation du bien-être social (intérêt général)
Cadre institutionnel	Décentralisation	Centralisation

Chapitre 4.

Les grandes problèmes économiques et les politiques économiques

1. Le chômage

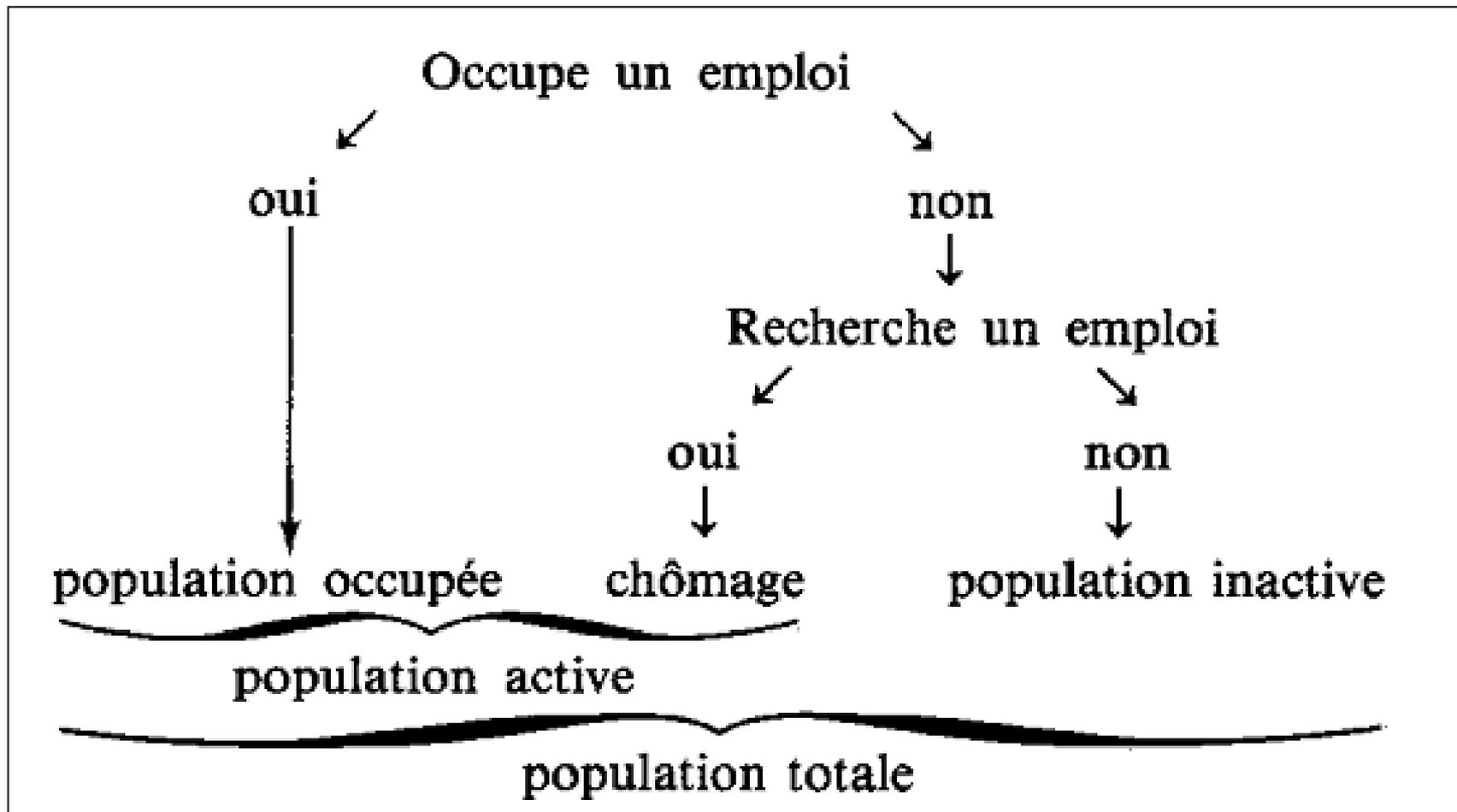
1.1.Définition: La *théorie économique* définit le chômage comme « *une situation de déséquilibre du marché de travail où l'offre du travail (des ménages) est supérieur à la demande des entreprises* ».

Pour les *organismes de statistiques* nationaux et internationaux (Bureau International de Travail, ONS en Algérie), un chômeur est toute personne qui est, à la fois:

1) *Sans emploi* 2) *capable* (disposée) d'occuper un emploi (avoir les conditions physiques et mentales) et 3) *en recherche* active d'un emploi.

Sont exclus de cette définition (statistique): les personnes qui n'ont pas *l'âge légal* (trop jeunes ou trop âgées) et les personnes *non disponibles* (les étudiants, les femmes au foyer; etc.).

Décomposition de la population totale



1.2. Mesures de chômage.

Le phénomène du chômage est mesuré par deux méthodes:

✓ **Le volume du chômage:** c'est le nombre total de chômeurs. Il correspond à la *population active inoccupée*.

Le volume du chômage = population active – population active occupée.

✓ **Le taux de chômage:** c'est la fraction (part) de la population active qui est au chômage.

**Le taux de chômage =
$$\frac{\text{Nombre de chômeurs} * 100}{\text{Population active}}$$**

1.3. Types (formes) du chômage.

Dans la théorie économique, on distingue deux formes de chômage:

✓ **Le chômage volontaire:** dans le *courant libéral (théories classique et néoclassique)* le chômage ne peut être que « *volontaire* », c'est-à-dire le refus de travailler aux conditions de marché (salaire moins intéressant, conditions de travail décourageants...). Selon ce courant, le chômeur fait un arbitrage entre les *avantages du travail* et ses *désavantages* (le coût des transports, le renoncement au loisir, la perte d'éventuels de revenus d'inactivité,...) et décide volontairement de se mettre au chômage.

✓ **Le chômage involontaire:** dans le *courant keynésien*, le niveau du chômage est déterminé par le niveau de « *la Demande effective* » (le niveau de la demande des biens et services anticipée par les entreprises). Si la demande effective est faible, les entreprises procèdent par *réduire leur niveau de production et d'investissement*, et par conséquent, *le niveau d'emploi* (donc hausse du niveau du chômage).

Dans la pratique, on distingue diverses formes du chômage:

✓ **Le chômage frictionnel (ou de mobilité)** : Il résulte du manque d'informations sur les emplois offerts, de l'inactivité entre deux emplois ou de la quête du premier emploi. Ce qui fait, qu'une durée est toujours nécessaire avant de trouver un emploi.

✓ **Le chômage conjoncturel** : il résulte d'un ralentissement de l'activité économique provoquant une réduction temporaire des besoins en main d'œuvre dans l'économie. Le chômage conjoncturel se résorbe avec le retour de la croissance économique. Ce type de chômage évolue donc en fonction du cycle économique.

✓ **Le chômage structurel** : il résulte des changements de structures économiques dans un pays (mutations technologiques, déclin de certaines branches d'activité, etc.), provoquant une inadéquation **qualitative** entre l'offre et la demande de travail.

✓ **Le chômage technique:** au sein d'une entreprise, il désigne les arrêts de travail subis pour cause des moyens de production devenus inutilisables ou par cause de rupture de stock de matières premières. Le chômage technique constitue un manque à gagner voire même une perte pour les entreprises vu que les travailleurs sont payés à ne rien faire.

✓ **Le chômage saisonnier:** il concerne certaines branches professionnelles dont l'activité varie sensiblement selon les périodes de l'année.

✓ **Le chômage naturel :** correspond au taux de chômage le plus bas qu'une économie peut espérer atteindre. C'est donc le taux de chômage *incompressible* qu'il faut accepter. La lutte contre ce type de chômage ne se fera pas sans conséquences négatives sur l'inflation

1.4. Conséquences

✓ **Conséquences économiques** : Les principaux coûts économiques sont les revenus non-perçus et le rendement perdu. L'inactivité forcée des chômeurs constitue un *manque à gagner* de richesse non seulement pour eux-mêmes mais aussi pour toute la société.

Au niveau *macroéconomique*, ce manque à gagner peut être mesurés par *l'insuffisance du PIB (ou PNB)*. En effet, selon la loi d'Okun, chaque fois que le taux de chômage réel est supérieur de 01% au taux naturel du chômage, le PIB est insuffisant de 03%.

Par ailleurs, les sommes de revenus versées par la sécurité sociale sous forme d'allocations aux chômeurs représentent des *coûts d'opportunité* : ces revenus auraient pu générer d'autres revenus s'ils étaient utilisés autrement.

✓ **Conséquences sociales et humaines** : Le chômage est associé à la *pauvreté, à la précarité et l'exclusion sociale*.

En effet, la perte d'un emploi ou l'impossibilité d'en trouver un signifient d'abord une *perte substantielle de revenu*, donc de niveau de vie qui se répercute inéluctablement sur le *moral* et la *santé* de ceux qui en sont victimes.

Cette situation peut provoquer une spirale des *crises psychologiques* d'identité (angoisse, dépression,...) et le *sentiment d'inutilité* qui risquent de déboucher sur des *fléaux sociaux* tels que la criminalité, le délinquance, le divorces et sont des fléaux qui sévissent essentiellement chez les populations au chômage.

1.5. Politiques de lutte contre le chômage

Les instruments de lutte contre le chômage dépendent de la forme de celui-ci: à chaque forme de chômage correspond des instruments spécifiques. Par exemple, la lutte contre le chômage frictionnel passe essentiellement par la diffusion d'informations sur les emplois offerts.

En général, on distingue 3 types de politiques de lutte contre le chômage :

✓ **La politique budgétaire:** elle consiste en des programmes *d'investissement publics* (lancés et financés par l'Etat). Ces investissements stimulent ou *relancent la demande globale* (biens d'investissement et biens de consommation), ce qui a pour conséquences *l'augmentation de la demande de travail* par les entreprises.

✓ **La politique monétaire:** elle consiste en *l'abaissement des taux d'intérêt* afin de favoriser l'investissement, et par conséquent, la *demande de travail*. En effet, des taux d'intérêts bas rendent le *financement moins cher* ce qui encourage l'investissement.

✓ **La politique d'emploi:** c'est un ensemble de *dispositifs* visant à *gérer les situation de manque d'emploi*. On distingue:

➤ *Les politiques « passives »:* des mesures destinées à *gérer les excédents* de main-d'œuvre: indemnités chômage, freinage de l'immigration,...

➤ *Les politiques « actives »* des mesures destinées à *préserver ou à augmenter le niveau d'emploi:* améliorer la qualité des mises en relation entre offres et demandes d'emploi, la formation professionnelle (améliorer l'employabilité) et les subventions à l'emploi (aides aux entreprises pour maintenir leurs employés ou pour créer de nouveaux emplois (réduction des charges fiscales et sociales),...

2. L'inflation

2.1. Définition: c'est « *la hausse généralisée et continue du niveau général des prix des biens et services* » ou « *une baisse du pouvoir d'achat des actifs monétaires (monnaie)* ». Ainsi, on ne peut pas parler d'inflation lors de l'augmentation du prix d'un *seul* bien ou lors d'une hausse *ponctuelle* des prix.

Par rapport à l'inflation, on distingue :

✓ **La déflation** : *baisse générale et durable* du niveau général des prix . En période de déflation *le taux d'inflation est négatif*.

✓ **La désinflation**: un simple *ralentissement* de la hausse des prix ; c'est une *baisse du taux d'inflation* et non des prix (les prix augmentent toujours mais moins vite qu'avant).

✓ **La stagflation** : Situation conjoncturelle d'une économie caractérisée *simultanément* par une *faible croissance (stagnation)* *et une forte inflation*. Cette situation est souvent accompagnée d'un niveau élevé du taux de chômage.

2.2. Types et mesures de l'inflation. On distingue 3 types:

✓ **L'inflation rampante**, quand la hausse des prix reste faible (4-10% par an) ;

✓ **L'inflation galopante**, quand le taux d'inflation est « à deux chiffres » (10-30%);

✓ **L'hyperinflation** quand l'inflation ne cesse de s'accélérer pour atteindre des niveaux incontrôlables (plus de 30%).

✓ ***L'inflation naturelle*** (1-3%): c'est une inflation qui résiste face aux ***seuls*** instruments de ***la politiques monétaire***. Toute tentative de faire baisser le taux d'inflation en deçà d'un certain seuil entraîne des conséquences négatives sur l'activité économique.

L'inflation est mesurée par le « ***taux d'inflation*** » dont la valeur (en %) représente la variation (entre 2 dates) de ***l'Indice des prix à la consommation*** (IPC): celui-ci représente le ***prix moyen d'un panier*** de biens et services ***représentatifs*** de la consommation (les plus consommés).

2.3. Les causes: On distingue

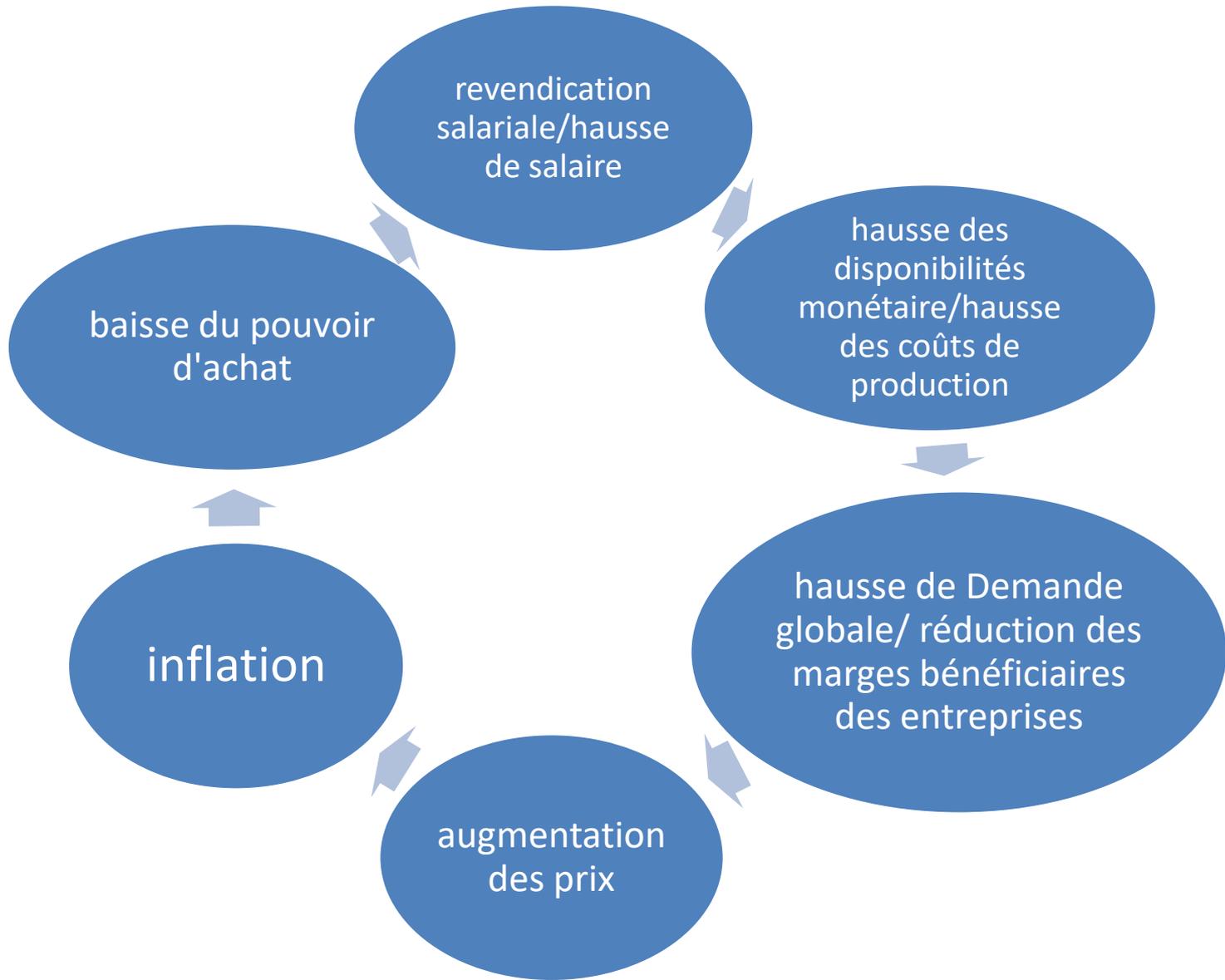
✓ Les causes réelles:

➤ *L'inflation « par la demande »* (keynésienne): elle résulte de *l'excédent de la demande* par rapport à l'offre sur le *marché des biens et services*.

➤ *L'inflation « par l'offre » (par les coûts)*: elle résulte de la hausse des *coûts de production* des entreprises (hausse des impôts directs et/ou indirects, hausse des coûts des matières premières, la hausse des salaires;...).

✓ **Les causes monétaires (monétariste)**: elle résulte de la création monétaire sans rapport avec les besoins de l'économie.
l'augmentation de la masse monétaire

La spirale inflationniste



2.4. Les conséquences

En général, l'inflation produit un *effet redistributeur* de la richesse (revenus) des épargnants et des titulaires de *revenus fixes*, vers les débiteurs et les titulaires de *revenus variables* (il appauvrit les premiers et enrichit les seconds). Cela se produit parce que le *pouvoir d'achat* d'une somme *fixe* d'argent diminue, et parce que les emprunteurs remboursent leurs créances avec une valeur moins importante.

En fait, les conséquences de l'inflation varient en fonction de la catégorie d'agents et de la variable économique retenue :

✓ **Pour les ménages** dont le revenu est **fixe** (les salariés ou les retraités), l'inflation engendre une *perte de leur pouvoir d'achat*.

✓ **Pour les entreprises**, l'inflation permet de réaliser des *plus value* sur leurs stocks, *allège les charges* de leurs dettes (en dépréciant la valeur réelle des intérêts y afférents lorsque le taux d'intérêt est fixe). Mais l'inflation exerce un *effet défavorable* sur la *valeur de leurs créances*.

✓ **Sur le plan macroéconomique** : l'inflation est un *mal nécessaire* qui conforte la croissance économique.

Sur le plan de la production, une légère augmentation des prix peut constituer, à court termes, un *encouragement* pour les entreprises, qui voient leur profit croître.

Mais, l'inflation *décourage l'épargne* et augmente la demande des biens et service, ce qui accentue l'augmentation des prix. À long terme, le manque de l'épargne affecte négativement la capacité de financement de l'économie nationale, ce qui entraîne un manque d'investissement, et donc, manque d'emploi et de revenu.

L'inflation *détérioré la compétitivité* de l'économie nationale. La hausse des prix des produits locaux freine les exportations et favorise les importations, ce qui cause des *déficits de la balance commerciale*.

2.5. Les politique de lutte contre l'inflation

La politique monétaire : l'Etat (la Banque Centrale) a recours à deux types d'intervention : les actions directes et les actions indirectes. Ces actions visent à contrôler le rythme de croissance de la masse monétaire.

✓ **Les actions directes**: elles portent sur le *crédit*:

➤ *L'encadrement du crédit* : il permet d'agir sur le *volume des crédits* distribués par les banques et donc sur la *masse monétaire*.

➤ *La sélectivité du crédit* (les prêts bonifiés) : les prêts bonifiés permettent d'orienter les crédits vers des secteurs jugés prioritaires, notamment.

✓ **Les actions indirectes** : elles portent sur *la liquidité bancaire*:

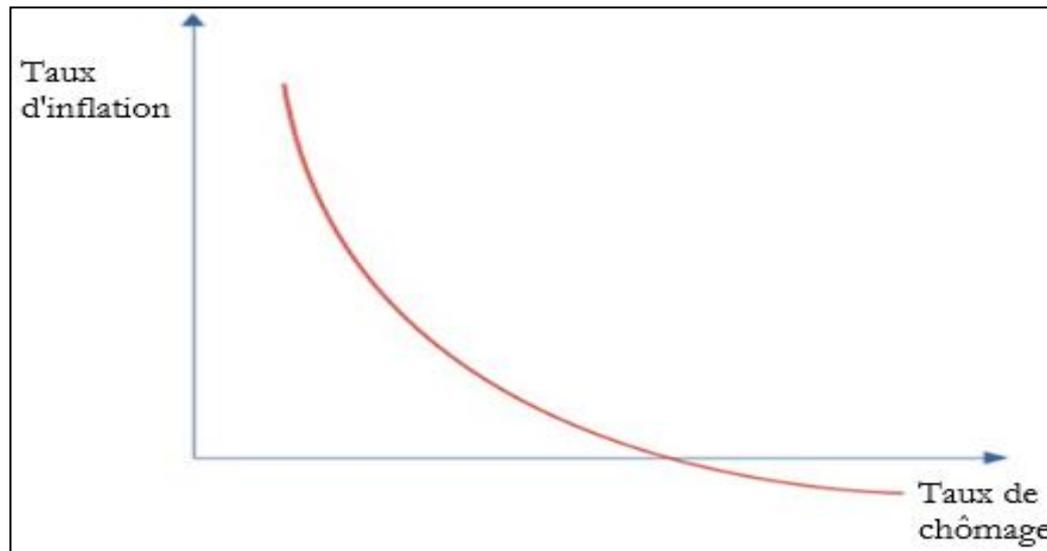
➤ **La politique de réescompte**: augmenter le taux de refinancement des banques pour freiner la création monétaire ;

➤ **La politique d'« Open Market »** : achats par la Banque centrale des bons de trésor pour augmenter le taux d'intérêt ;

➤ **La politique des réserves obligatoires**: augmenter le taux des réserves obligatoires pour limiter les crédits distribués.

3. Chômage ou Inflation: La courbe de Phillips

Cette courbe met en évidence une *relation inverse* entre taux *d'inflation* et taux de *chômage*. Selon cette relation, les gouvernements devraient *choisir* un peu *plus d'inflation* pour faire baisser le chômage et, inversement, accepter *davantage de chômage* afin de réduire l'inflation.



Chapitre 5.
Les institutions économiques
internationales et les blocs économiques
régionaux

1. Les institutions économiques internationales:

Une institution économique internationale est un *ensemble de règles qui organisent un domaine particulier de l'économie internationale*. On distingue: institutions de coopération financière et monétaire (BM et FMI, appelées aussi: institutions de de Bretton Woods) et institutions de coopération commerciale (OMC).

1.1. La Banque mondiale (BM/WB). Créée en 1944, sous l'appellation « *Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)* » la BM devient un *groupe* composé de cinq organismes:

- ✓ Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD),
- ✓ l'Association Internationale de Développement (IDA),
- ✓ la Société Financière Internationale (IFC),
- ✓ l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)
- ✓ le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

La *mission* de la banque mondiale a été initialement de *soutenir le processus de reconstruction de l'Europe* après le 2^{ème} guerre mondiale.

Cette mission a évolué avec le temps. Après la reconstruction de l'Europe, la banque mondiale se donne pour mission de *réduire la pauvreté* dans le monde par le biais d'une *mondialisation inclusive et durable*.

✓ **La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD):** elle propose des *produits financiers* pour aider les *pays (à revenu intermédiaire et aux pays pauvres solvables)* à réduire la *pauvreté*. Ces produits consistent en des *prêts*, des *garanties*, des produits de *gestion des risques* et des services de *conseil*.

✓ **l'Association Internationale de Développement (IDA):** Créée en 1960, l'IDA vise à *réduire la pauvreté* en accordant des *prêts* (crédits à *intérêt très faible ou nul* avec remboursements étalés sur 30 à 40 ans) et des *dons* aux *pays les pauvres*, destinés à des programmes de nature à *stimuler la croissance économique*, à réduire les *inégalités* et à améliorer les *conditions de* vie.

✓ **la Société Financière Internationale (IFC):** créée en 1956, la IFC vise à *promouvoir le développement économique* et améliorer les conditions de vie dans les *pays en développement* en favorisant l'essor du *secteur privé* à travers les prêts, les prises de participation, les titres de créance et de garanties et *des conseils aux entreprises et aux pouvoirs publics* afin d'encourager l'investissement privé et d'améliorer le climat de l'investissement..

✓ l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA): créée en 1988, sa mission est de *promouvoir l'investissement transfrontalier* (investissements directs étrangers (*IDE*)) dans les *pays en développement* en fournissant des *garanties* (assurance contre les risques politiques et rehaussement de crédit) aux investisseurs et aux prêteurs et en aidant à *la* résolution des différends entre les investisseurs et les gouvernements tout en leur offrant une *connaissance approfondie des marchés* des pays en développement.

✓ le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI): créée en 1966, il vise le règlement des différends relatifs aux *investissements internationaux* (entre un investisseur à un État) par le biais de procédures de *conciliation, médiation, d'arbitrage* ou de *constatation* des faits. .

2. Fonds Monétaire International (FMI/IMF)

Fondé en 1944, le FMI compte 190 pays membre (2022). Sa raison de création est d'assurer la *stabilité monétaire et financière* dans le monde à travers la promotion de la *coopération monétaire* entre les pays membres. Pour ce faire, le FMI agit dans 3 domaines:

✓ **L'assistance financière:** elle consiste en *l'octroi de prêts* aux pays membres en difficultés financières sous *condition* de la mise en place des *réformes économiques* (notamment la gestion des finances publiques) : *Les tirages automatiques* (des devises à limité à $\frac{1}{4}$ de sa quote-part), *La Facilité d'Ajustement Structurel* (prêts destinés aux pays à faible revenu pour faire face aux difficultés de balance des paiements), *Les droits de tirage spéciaux* (droit d'obtenir des devises (contre DTS) en fonction de sa quote-part),...

✓ **Développement des capacités:** il consiste à fournir une *assistance technique* et *formation* pour aider les *administrations publiques* à mettre en œuvre des politiques économiques pertinentes.

✓ **Surveillance**: c'est assurer le *suivi des évolutions économiques et financières* (pour évaluer la situation économique des pays) et fournir des *conseils aux pays* (préconiser les mesures favorables à la croissance économique).

Le *budget* (les ressources) du FMI proviennent de crédits et des *quotes-parts* (quotas: cotisations) des Etats-membres, dont le montant dépend de la *puissance économique* de chacun d'eux.

L'organe suprême de décision au sein du FMI est « *le conseil des gouverneurs* » qui se réunit une fois par an.

3.L'organisation mondiale du commerce (OMC/WTO): née en 1995 pour remplacer « l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) » (le GATT régissait principalement le *commerce des marchandises* entre pays développés). L'OMC est un ensemble *d'accords* qui portent sur le commerce des *marchandises*, des *services*, la propriété *intellectuelle* et le règlement des *différends* commerciaux entre pays.

Son objectif est de promouvoir le *commercial multilatéral* (le libre échange au niveau mondial) à travers la réduction des obstacles au commerce entre nations (*les barrières douanières*).

L'OMC compte 164 pays membres (2022). La « *Conférence ministérielle* » est l'organe suprême de décision de l'OMC qui se réunit généralement tous les deux ans.

L'essentiel du *budget annuel* de l'OMC est financé par les *contributions de ses Membres* (proportionnellement à la part de chacun dans le commerce international).

Pour *devenir Membre* de l'OMC, un Etat doit mettre ses politiques économique et commerciale *en conformité avec les règles de l'OMC* et *négozier* avec les Membres de l'OMC.

Les principales institutions économiques internationales

					
	Fonds monétaire international (FMI)	Banque mondiale	Organisation mondiale du commerce (OMC)	Banque des règlements internationaux (BRI)	Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)
Siège	Washington (Etats-Unis)	Washington (Etats-Unis)	Genève (Suisse)	Bâle (Suisse)	Paris (France)
Naissance	1944	1944	1994	1930	1961
Cadre de création	Accords de Bretton Woods	Accords de Bretton Woods	Négociations du cycle de l'Uruguay	Négociations autour des réparations de guerre de l'Allemagne	Prend la suite de l'Organisation de coopération économique européenne, créée en 1948 pour coordonner l'aide du plan Marshall
Nombre de pays membres	185	185	150	55	30
Budget administratif	980 millions d'euros	1 230 millions d'euros	110 millions d'euros	230 millions d'euros	505 millions d'euros
Effectif	2 700 pers.	12 000 pers.	625 pers.	557 pers.	2 000 pers.
Direction	Rodrigo de Rato (Espagne)	Paul Wolfowitz* (Etats-Unis)	Pascal Lamy (France)	Malcolm Knight (Canada)	Angel Gurría (Mexique)

2. Blocs économiques régionaux.

Ils s'appellent aussi: «*Zones d'intégration économiques régionales* », « *Zones économiques* », »*Communautés économiques* ».

Un **bloc économique** est un *groupe de pays* qui se réunissent *volontairement* pour développer leur *intégration économique*. L'objectif en est de *faciliter les échanges* économiques (réduire ou éliminer les barrières commerciales entre pays membres pour assurer la libre circulation des biens, des services, du travail et du capital) et de *favoriser la croissance et le développement* des pays membres.

Selon le *niveau d'intégration économique*, les blocs économiques peuvent être classés comme:

- ✓ Zones de libre échange;
- ✓ Unions douanières;
- ✓ Marchés communs;
- ✓ Unions économiques et monétaires.

Il existe de nombreux blocs, mais on s'en limite ici 4, à titre d'illustration.

2.1. L'Union européenne (l'Union économique).

L'UE est une entité *politico-économique*. Elle remplace, depuis 2009 la CEE dont l'objet était exclusivement économique. Sur le plan économique, l'UE est l'aboutissement du *processus d'intégration économique* entamé en **1951**.

✓ **1951**: création de la « Communauté européenne du charbon et de l'acier »: coopération dans la *gestion des industries* du charbon et de l'acier des 6 pays membres: Allemagne, France, Italie, Luxembourg, Belgique, Pays-Bas.

✓ **1957**: création de la « Communauté économique européenne » (CEE): élargir la coopération à d'autres secteurs économiques des 6 pays membres (agriculture, ...) et former un « *marché commun* ».

✓ **1960**: création de « l'Association européenne de libre-échange » (AELE) : promouvoir le *libre-échange* et *l'intégration économique* entre pays *membres de la CEE* et certains pays *hors la CEE*: l'Autriche, le Portugal, la Suisse, Royaume-Uni,...

✓ **1968**: création de « l'union douanière »: *suppression* des *droits douaniers* sur les importations de biens des pays de la CEE et avec le reste du monde.

✓ **1979**: création du *système monétaire européen* doté d'un étalon unique : *l'ECU* (*European Currency Unit*),

✓ **1987**: L'Acte unique européen: suppression des *barrières non tarifaires* pour une libre circulation des marchandises, des *services*, des *capitaux* (1990) et des *personnes* (1993)

✓ **1993**: instauration du « marché unique »

✓ **1994**: création de l'institution monétaire européen (IME)

✓ **1998**: création de la Banque centrale européenne (BCE)

✓ **1999**: création de la « Zone Euro » (11 puis 19 États membres)

✓ **2003**: création d'une monnaie unique (l'Euro)

✓ **2009**: substitution officielle de l'CEE par l'UE

✓ **2020**: retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit)

✓ Depuis **2020**, l'UE compte **27** pays membres.

Le *commerce de biens* entre pays membres a *doublé* depuis 1993

2.2. Accord de Libre Echange Nord-Americain (ALENA/NAFTA)

Entré en vigueur en 1994, l'ALENA est la plus vastes zones de libre échange au monde (en termes de PIB). C'est un accord commercial pour constituer une « *zone de libre-échange* » entre le Canada, les États Unis et le Mexique.

L'ALENA est crée pour réaliser les objectifs suivant:

- ✓ Éliminer les barrières douanières pour faciliter le *libre-échange* (marchandises et services)
- ✓ Développer les *investissements* (IDE) entre ces pays.
- ✓ Protéger les droits de *propriété intellectuelle* dans les 3 pays
- ✓ Mettre en place des procédures communes de *résolution des différends*
- ✓ Protéger *l'environnement* et les *conditions de travail*.

Les exportations canadiennes et mexicaines à destination des Etats-Unis ont triplé

Entre 1993 et 2013, le commerce trilatéral est passé de 289 milliards de dollars à plus de 1000 milliards (trillions) de dollars (hausse de 400 %).

Les flux d'IDE (Investissements Directs à l'Étranger) entre les trois pays sont passés de 128 milliards en 1993 à 697 milliards de dollars en 2012 (4 fois plus).

Depuis **2020**, l'ALENA devient **ACEUM** (Accord Canada-Etats-Unis- Mexique).

2.3. Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)

L' UEMOA est créée en 1994 et regroupe 8 pays de l'Afrique de l'Ouest: le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La création de l'UEMOA vise essentiellement l'édification d'un espace économique intégré (*marché commun*) où est assurée une *totale liberté de circulation* des biens, des services et des facteurs de production (des personnes, des capitaux).

Mais l'UEMOA vise aussi à instituer la mise en œuvre de *politiques communes* notamment dans les domaines suivants : ressources humaines, aménagement du territoire, agriculture, énergie, industrie, mines, transports, infrastructures et télécommunication.

Les pays de l'UEMOA sont liés par l'usage d'une *monnaie commune* , le FCFA (franc de la Communauté Financière Africaine) émis par la BCEAO (banque centrale de l'UEMOA) mais qui devra être remplacée ultérieurement par « *l'Eco* ».

Les échanges intra-UEMOA restent faibles, soit 14,7% (2020) du total des exportations, bien inférieur à l'objectif communautaire de 25%.

2.4. L'Union du Maghreb Arabe (UMA)

créée en 1989, l'UMA se veut une entité *politico-économique*. Sur le plan économique, l'UMA s'est fixée l'objectif d'instituer une *union économique maghrébine* entre les cinq Etats membres (Algérie, Maroc, Tunisie, Lybie, Mauritanie). Pour ce faire, l'UMA s'est tracée le processus suivant:

- ✓ L'institution d'une *zone de libre-échange* des biens et services (démantèlement de des barrières tarifaires et non tarifaires) entre les 5 pays;
- ✓ L'institution d'une *union douanière* (adoption d'un *tarif extérieur commun* vis-à-vis du reste du monde) ;
- ✓ L'institution d'un *marché commun* (levée des restrictions à la circulation des *facteurs de production* (travail et capitaux) entre les pays membres).

Mais ce processus avance *très lentement*, l'UMA reste peine à la *première étape* (zone de libre échange). Les échanges intra-maghrebins restent très faibles (autour de 3% du total des échanges). En termes *d'exportations*, la valeur (part en % des exportations totales) la plus élevée concerne la Tunisie **9,5%** (2016). En termes *d'importations*, la valeur la plus élevée concerne la Mauritanie avec **4.4%** (2016). L'UMA est le bloc *le moins intégré* au monde.

2.5. Le BRICS

Apparu en 2001, l'acronyme « BRICS » désigne un groupe de pays à forte croissance à l'époque et dont le poids dans l'économie mondiale augmente : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud.

Les 4 premiers font partie des dix premières puissances économiques mondiales.

Les BRICS ont été créés pour trouver des moyens de réformer les institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque mondiale.

En 2014, les BRICS ont décidé la création de la « [Nouvelle Banque de Développement](#) ». Elle peut accorder jusqu'à 350 milliards de prêts pour financer des projets d'infrastructures, de santé, d'éducation, etc., dans les pays concernés, avec des conditions moins contraignantes que

Cartographie des blocs économiques régionaux

